

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 140 (1995)
Heft: 5

Artikel: Regards sur notre temps. 1re partie
Autor: Freymond, Jean F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345526>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Regards sur notre temps (1)

Par Jean F. Freymond¹

Qui donc, ces dernières années, cherchant à comprendre le sens de notre temps, ne s'est souvent senti comme sur les berges d'un torrent tumultueux, gorgé de pluies trop abondantes et que les hommes, impuissants, ne peuvent empêcher qu'il ne se détourne de son cours, arrachant ponts et demeures, et laissant derrière lui un cortège de victimes et de désolation. L'histoire de notre temps est en partie à l'image de ce torrent. A l'automne 1989, elle est sortie de son lit. Elle a pris une autre route. Depuis elle se fraie avec difficulté un nouveau chemin. A l'automne 1989, avec la destruction du Mur de Berlin, le XX^e siècle a pris fin, à la manière dont, le 14 juillet 1789, l'ancien régime avait cessé d'être lors de la prise de la Bastille.

Les événements de 1989 surprennent. Et pourtant ils constituent l'aboutissement d'un long processus de changements accélérés, profonds et de toute nature que vivent et qui affectent, en premier lieu et à la fois, l'Occident et les pays d'Europe soumis à des régimes marxistes-léninistes. Ce processus remonte pour le moins à la fin des années 1960. Les progrès de la

technologie, en particulier en communication et en télécommunication, en informatique et en transport, en constituent un des moteurs essentiels. En vingt ans, l'Occident change de visage et de mentalités et, dans la foulée, une bonne partie de la planète. L'information y circule toujours plus rapidement. L'économie se globalise. Personnes et biens se déplacent à des coûts qui se réduisent. Et pendant ce temps à l'Est, c'est l'immuabilité, voire la régression jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Michael Gorbatchev qui met en place et en marche le processus au terme duquel l'URSS finit par éclater, après que tous les pays d'Europe centrale et orientale, qui vivaient depuis la fin des années 1940 sous son orbite, en soient sortis.

L'effondrement successif des régimes marxistes-léninistes n'est pas le seul fruit de leur évolution propre et de développements intérieurs au sein des pays qu'ils contrôlent. Il est avant tout la conséquence de la disparité croissante entre un Occident se transformant à grande vitesse et un monde à l'Est, pétrifié et empêtré dans des contradictions dont chaque progrès en Occident tend à ac-

croître la portée. Il n'est pas étonnant que certains aient jugé les événements de 1989 comme une victoire de l'Occident et qu'il s'en soit suivi une grande euphorie, aujourd'hui bien dissipée. Car les événements de 1989, s'ils marquent une rupture certaine pour les pays d'Europe centrale et orientale, en marquent une autre pour l'Occident. C'est en quelques mois toute une série de fondements de la politique occidentale qui perdent de leur signification.

C'est aussi toute une série de repères et de concepts qui cessent d'être valables. C'est surtout un ensemble de problèmes nouveaux d'une dimension et d'une nature inusitées qu'il s'agit de résoudre. En bref, l'Occident est affecté par le tournant que prend l'histoire en 1989, pas de la même manière certes, mais peut-être aussi profondément que les pays d'Europe centrale et orientale et l'URSS. A la différence près que les Occidentaux ne prennent conscience et ne mesurent que lentement l'ampleur des conséquences des événements de 1989. Au point qu'aujourd'hui encore, ils continuent souvent de pen-

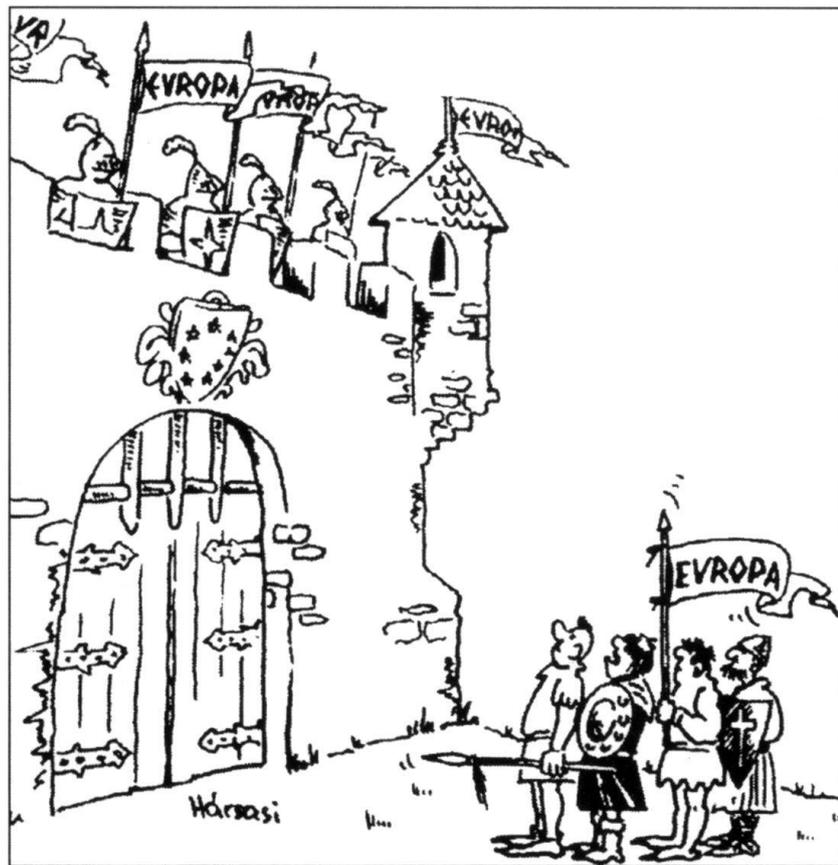
¹ Jean Freymond, directeur du Centre d'études pratiques de la négociation internationale à Genève, a présenté cet exposé au cours SIT de l'état-major du corps d'armée de campagne 1, le 13 janvier 1995.

ser selon des concepts hérités d'autres temps.

Le poids de l'Allemagne et... la France

Conséquence première: la place et le poids de l'Allemagne se modifient. La réunification transforme l'Allemagne en la puissance du continent. Elle affecte le rapport de force entre les principaux pays de l'Union européenne, d'une manière d'autant plus sensible que le poids de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, pour des raisons qui leur sont propres, diminue. L'Italie traverse une période de dérive gouvernementale. La Grande-Bretagne se cherche. Et la France voit vaciller un des fondements de sa place de puissance planétaire, son rôle en Afrique.

Jusqu'en 1989, l'Allemagne se trouvait en première ligne du front Est-Ouest, adossée au Mur de Berlin, partie d'un ensemble qui s'articulait autour du Rhin. Elle se retrouve au cœur d'un continent dont le centre de gravité s'est déplacé. Symbole de ce déplacement, le transfert de sa capitale de Bonn à Berlin. L'Allemagne n'est plus aussi nettement orientée vers l'ouest du continent. A nouveau, comme au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, elle jette un regard tous azimuts et s'interroge sur la manière d'aménager ses relations et sur des modes de coopération possible avec les pays



Les Etats de l'Europe de l'Est et l'Union européenne vus par le périodique militaire hongrois Honvédségi Szemle.

d'Europe centrale et orientale.

L'année 1989 a enfin pour l'Allemagne une autre conséquence. Elle constitue une étape privilégiée vers la fin du purgatoire. Elle marque un moment essentiel de cette sorte de libération psychologique qui lui permet au fil des ans de redresser un peu plus la tête et de s'affirmer avec plus de force sur la scène internationale. Signe de ce sentiment d'être à nouveau soi-même, la revendication par Bonn d'un siège permanent au Conseil de sécurité, démarche à laquelle fait écho une demande de même nature au Japon. Autre signe, l'indépendan-

ce marquée au sceau de l'ambivalence avec laquelle Bonn conduit sa politique dans la crise yougoslave.

Ce retour de l'Allemagne au premier plan suscite tout naturellement des craintes. Il les éveille en Allemagne même chez certains qui veulent s'assurer de l'impossibilité de toute dérive et sont anxieux d'ancrer l'Allemagne dans le système institutionnel auquel elle appartient, en particulier dans l'Union européenne et dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Il les suscite aussi en Europe, en France en particulier. Ce sont en partie ces craintes qui sont à l'origine de la précipita-

tion vers l'approfondissement de la Communauté européenne que symbolise le Traité de Maastricht, un traité voulu par la France et par François Mitterrand et auquel un Jacques Delors a, en vain, cherché à s'opposer.

L'appréciation de situation qui conduit la France à accélérer l'approfondissement de la Communauté européenne est certainement correcte. Elle procède en droite ligne du concept mis en place par Robert Schuman et Jean Monnet au début des années 1950, lors de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et dont l'objet était de lier de façon indissoluble en un couple les destins de la France et de l'Allemagne. Au début des années 1990, il ne s'agit de rien d'autre que de sceller plus profondément encore ces deux destins. Maastricht n'est hélas qu'une réponse bien imparfaite à ce qui reste certainement un impératif majeur de la construction européenne. A vouloir brusquer la construction européenne, on en a affaibli l'élan. On a permis que naisse ou se réveille toute une série d'oppositions à cette Europe patiemment mise en place depuis quarante ans, et que se créent des clivages profonds entre pro et anti-maastrichiens.

L'élargissement de l'Union européenne

C'est dans une même perspective qu'il convient

d'envisager l'élargissement récent de l'Union. Etait-il nécessaire? Etait-il souhaitable? N'aurait-il pas été préférable que la négociation sur l'Espace économique européen débouche sur un traité équilibré et acceptable pour les pays de l'Association européenne de libre échange (AELE)? Si Bruxelles avait laissé entrevoir la perspective d'un tel traité, ni l'Autriche, ni la Suède, ni la Finlande ou la Norvège ne se seraient précipitées pour demander l'adhésion, contribuant ainsi à modifier l'équilibre de l'Union européenne, devenue plus nordique et germanique, plus protestante, et moins latine, contribuant aussi à rendre sensible une sorte de nouvelle division de l'Europe. L'histoire cependant ne se ré-enroule pas à la manière d'un tapis. Elle ne revient pas sur ses pas. Maastricht et le passage de l'Union de douze à quinze membres constituent désormais des faits dont il faut s'accommoder, de ces étapes par lesquelles cahin-caha, la construction de l'Europe progresse.

Cette construction doit se poursuivre. Mais comment? Tel est le grand débat des mois qui viennent. Il en est qui ne voient l'édifice européen que dans la perspective de Bruxelles, au point d'en faire une fixation. L'Europe des quinze s'élargirait jusqu'à comprendre vingt, vingt-cinq, trente, voire davantage de membres, acceptés au fur et à mesure d'une sorte d'examen de passage qui en démontrerait la maturi-

té. Parallèlement se déroulerait un processus d'approfondissement dont l'objectif ultime serait la création des Etats-Unis d'Europe, c'est-à-dire d'une réelle maison commune.

D'autres envisagent l'Europe de demain comme ressemblant davantage à un gros bourg, au cœur duquel l'Union européenne aurait certainement un rôle prépondérant, mais où d'autres organisations exerceraient des fonctions et des responsabilités. Ainsi, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ou le Conseil de l'Europe.

Capacité d'absorption de l'Union européenne

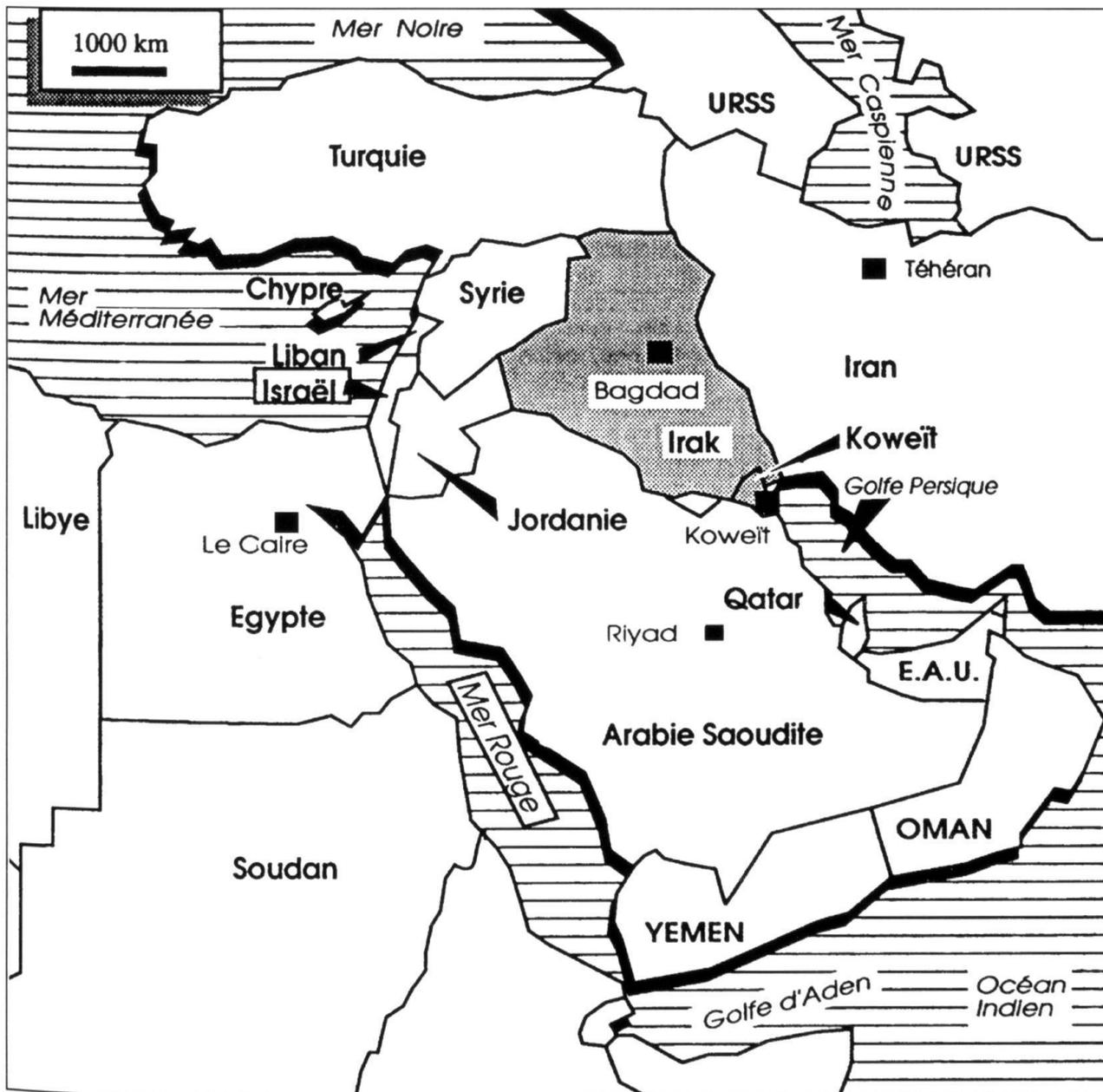
Le problème aujourd'hui est qu'on ne voit pas bien dans quel sens la construction de l'Europe va et devrait aller. Or le temps n'attend pas. Cette construction doit impérativement englober l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale, la question restant ouverte des pays baltes, du Bélarus, de l'Ukraine et de la Moldavie. Ces pays d'Europe centrale et orientale aspirent tous à devenir, dans des délais aussi brefs que possibles, membres de l'Union européenne dont ils attendent la manne qui leur apporterait la prospérité et la protection à l'égard d'un voisin russe imprévisible et remuant.

Attendre davantage? Est-ce possible? 1989 a soulevé à l'Est de très grands espoirs de changements rapides, espoirs démesurés sans doute. Ces espoirs sont aujourd'hui bien déçus. Et cette déception concourt au fait que, à l'exception de la République tchèque et de l'Albanie peut-être, partout des dirigeants dans la mouvance des an-

ciens partis communistes se retrouvent au pouvoir. Dans un contexte démocratique, diront beaucoup. Certes. Mais qu'est-ce que la démocratie? Deux partis pour le moins et des élections techniquement correctes? Si c'est cela la démocratie, alors les régimes au pouvoir sont démocratiques. Mais la démocratie est bien davantage. N'est-

elle pas un état d'esprit? Ne présuppose-t-elle pas l'existence d'une société civile forte? Cette société civile reste à l'Est bien embryonnaire.

La construction européenne navigue ainsi entre Carybde et Scylla. Ouvrir largement, dans de brefs délais, l'Union aux pays d'Europe centrale et orien-



tales ferait courir des risques majeurs à l'Union telle qu'elle existe. Or la solidité de cette Union, sa stabilité et l'étroitesse des liens entre l'Allemagne et la France sont fondamentales. Que ces liens viennent à se distendre, voire à se rompre, ce serait une grande partie de l'acquis de ces quarante dernières années qu'on mettrait en péril. Laisser ces mêmes pays d'Europe centrale et orientale dans l'anti-chambre de la construction européenne pourrait être aussi lourd de conséquences, ne serait-ce

que parce que certains pourraient être à nouveau tentés de suivre une voie autoritaire ou sombrer dans une instabilité chronique.

L'Europe n'a en fait probablement pas d'autre choix que de concevoir la prochaine étape de sa construction d'une manière nouvelle, aussi imaginative, mais sans doute différente de celle par laquelle Jean Monnet et Robert Schuman en marquèrent le destin au début des années cinquante. Une manière qui préserve l'acquis de quarante ans

et le consolide et qui, en même temps, assure que le tournant pris à l'Est en 1989 le soit sans retour. Ceci ne peut attendre et devrait être mis sous toit avant le début du deuxième millénaire. En fait, c'est dans les deux prochaines années que les concepts devraient être élaborés, transformés en décisions et commencés à être mis en œuvre.

J. F. F.

(A suivre)

GARAGE-CARROSSERIE

RAMUZ-EDELWEISS S.A.

139, avenue de Morges, LAUSANNE, tél. 021/625 31 31
Succ. à Morges, place Dufour 1, tél. 021/802 12 12














Distributeur GM
depuis 72 ans